

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

CIRCULAIRE N° 19000/DEF/GEND/OE/RE/LOG/MAT/3

relative aux procédures à appliquer dans les unités de gendarmerie en cas d'accident ou d'incident dû aux armes, munitions et explosifs.

Du 13 juillet 1994

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE : *service des plans et moyens ; sous-direction de la logistique ; bureau des matériels.*

CIRCULAIRE N° 19000/DEF/GEND/OE/RE/LOG/MAT/3 relative aux procédures à appliquer dans les unités de gendarmerie en cas d'accident ou d'incident dû aux armes, munitions et explosifs.

Du 13 juillet 1994

NOR D E F G 9 4 5 6 0 8 1 C

Références :

Instruction 5355 /DEF/EMAT/BOI/INS/61 du 27 octobre 1992
(BOC, p. 4079).

Pièce(s) Jointe(s) :

Onze annexes.

Textes abrogés :

Circulaire n° 23500/DN/GEND/MAT/DIV du 24 mai 1972 (BOC/SC, p. 886) et ses
modificatifs des 11 octobre 1972 (BOC/SC, 1973, p. 745) et 20 mai 1976 (BOC, p. 3615).
Note-express n° 27950/DEF/GEND/LOG/MAT/3 du 14 octobre 1985 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 652-5.1.

Référence de publication : BOC, 1998, p. 771.

L'instruction citée en référence fixe les procédures à appliquer par l'armée de terre en cas d'accident ou incident de tir.

En raison de l'organisation particulière de la gendarmerie nationale et de la spécialisation de son service, les dispositions de ce texte ne peuvent y être appliquées intégralement ; elles font donc l'objet, en ce qui la concerne, de certains aménagements ⁽¹⁾.

1. DEFINITION DES ACCIDENTS DUS AUX ARMES AUX MUNITIONS ET AUX EXPLOSIFS.

Est appelé accident tout événement fortuit à l'origine de dommages provoqués par des anomalies de fonctionnement (explosions, projections...), des erreurs de manipulation ou des négligences. Parmi ces accidents, il y a lieu de distinguer :

- les événements graves ainsi définis par leurs effets :
 - implications graves sur des personnes ou des biens étrangers aux armées ;
 - cause d'un décès ou de plusieurs blessés graves ;
 - destruction d'armes, munitions ou explosifs en valeur et quantité importantes ;
- les autres accidents définis par tout autre événement fortuit ayant causé des blessures légères ou des dommages mobiliers ou immobiliers légers susceptibles d'entraîner des frais de réparation.

Les incidents de tirs sont traités au paragraphe 6 de la présente circulaire.

Ils se distinguent des accidents par le fait que des anomalies de fonctionnement (répétition de ratés de percussion, longs feux, pertes d'étuis, non-explosion de projectiles ou de charges...) ne présentent aucun danger immédiat sous réserve de l'observation des règles de sécurité.

Les accidents et incidents impliquant une munition ou une arme spécifiques à la gendarmerie, ou détenues par une unité de gendarmerie dans le cadre d'une expérimentation ou d'une expertise, ainsi que ceux résultant d'une faute ou d'une négligence du personnel sans qu'une défectuosité du matériel, qu'il soit commun ou spécifique, puisse être démontrée, font l'objet d'une procédure particulière de transmission des dossiers exposée aux paragraphes 53 et 62, ainsi que dans les annexes I *bis* et IX *bis* de la présente circulaire.

2. DOCUMENTS À ÉTABLIR. RÔLE DES DIFFÉRENTS ÉCHELONS EN CAS D'ACCIDENTS DUS AUX ARMES.

Chaque échelon de la hiérarchie est concerné par la procédure à établir lors d'un accident dû aux armes, aux munitions ou aux explosifs.

21. Echelon commandant de brigade (ou de peloton isolé).

Le commandant de brigade (ou de peloton isolé) :

- rend compte immédiatement, par tout moyen disponible, au commandant de compagnie (ou d'escadron) ⁽²⁾ ;
- rédige un message de confirmation, dans la forme prévue à l'annexe II et l'adresse dans l'heure qui suit ;
- transmet au même destinataire, dans les trente-six heures, un compte rendu détaillé avec annexes techniques et croquis.

22. Echelon commandant de compagnie (ou d'escadron).

Le commandant de compagnie (ou d'escadron) adresse au commandant de légion :

- dans les deux heures qui suivent l'accident, le message prévu à l'annexe II (copie au commandant de groupement) ;
- dans les deux jours, le compte rendu (et ses annexes) prévu au paragraphe 21. Dans ce document, les éléments fournis par le commandant de brigade (ou de peloton) doivent être repris et précisés si nécessaire, de manière à constituer une relation complète et détaillée de l'accident.

23. Echelon commandant de groupement.

Le commandant de groupement transmet au commandant de légion le compte rendu du commandant de compagnie (ou d'escadron), avec toutes propositions utiles, notamment en matière de sécurité et de discipline.

24. Echelon commandant de légion.

241. Le commandant de légion adresse aux commandements et aux organismes techniques dont la liste figure à l'annexe I ou I *bis* de la présente circulaire :

- dans les trois heures qui suivent l'accident, un compte rendu télégraphique ;
- dans les quatre jours, les dossiers A et B.

242. La direction générale de la gendarmerie nationale (*DGGN*) est rendue destinataire, par la voie hiérarchique :

- de deux exemplaires du dossier A [service des opérations et de l'emploi, sous-direction de la logistique (SOE/SDLOG)] ;
- d'un exemplaire du dossier B matériel [sous-direction de la logistique, bureau des matériels (SDLOG/MAT)] ;
- d'un exemplaire du dossier B génie [sous-direction de la logistique, bureau des affaires immobilières (SDLOG/AI)].

3. MODALITÉS D'ACHEMINEMENT DES MESSAGES ET DOCUMENTS.

La procédure à appliquer pour l'acheminement des messages ou documents établis à l'occasion de tout accident dû aux armes, aux munitions ou aux explosifs varie selon que celui-ci survient dans les limites ou non de la légion de gendarmerie, ainsi qu'en fonction du personnel concerné.

31. Cas général.

Accident survenant dans les limites de la légion de gendarmerie d'origine du personnel [territoire de la légion de gendarmerie départementale pour la gendarmerie départementale (*GD*), circonscription pour la gendarmerie mobile (*GM*)].

Les messages et documents sont établis et adressés aux différents commandements et aux organismes techniques selon les modalités fixées au paragraphe 2.

32. Cas particulier.

Accident survenant hors de la légion de gendarmerie d'origine du personnel.

321. Rôle du commandant de compagnie (ou d'escadron).

Le commandant de compagnie (ou d'escadron) auquel il est rendu compte d'un accident survenu :

- à un personnel de la gendarmerie étranger à la légion de gendarmerie (en transfèrement, stage, déplacement de maintien de l'ordre...) ;
- à un militaire de son unité alors que celle-ci stationne hors de sa légion d'appartenance (unité en déplacement),

rend également destinataire du message puis du compte rendu et de ses annexes éventuelles le commandant de légion du lieu de stationnement.

322. Rôle du commandant de légion.

Le commandant de légion du lieu de l'accident applique la procédure normale, mais étend la diffusion de certains documents aux autorités ou organismes techniques, *dont relève le personnel concerné par l'accident* :

Pour le compte rendu télégraphique :

- commandant de la circonscription militaire de défense ;
- commandant de la circonscription de gendarmerie ;
- commandant de légion ;

- commandant de groupement ;
- établissement de soutien de l'armement et des munitions.

Pour les dossiers A et B : commandant de légion (2 exemplaires, dont un destiné au commandant de la circonscription de gendarmerie).

4. ENQUÊTES.

41. Enquête par la gendarmerie.

Tout accident dû aux armes, munitions ou explosifs doit faire l'objet d'une enquête de la brigade de gendarmerie du lieu dans les cas suivants :

- mort ;
- blessures graves ;
- implication de personnes ou de biens étrangers aux armées.

Le procès-verbal est adressé :

- aux autorités judiciaires du ressort ;
- au commandant de circonscription de gendarmerie du lieu de l'accident qui le fait parvenir aux mêmes destinataires que les dossiers A et B (3).

42. Enquête par la direction de la protection et de la sécurité de la défense.

Le déclenchement d'une enquête de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (*DPSPD*) est du seul ressort de la *DGGN*. Elle est diligentée chaque fois que l'accident peut être dû à une utilisation illicite ou à une volonté délibérée de nuire.

5. LES DOSSIERS D'ACCIDENTS, PIÈCES CONSTITUTIVES, COMPOSITION ET ENVOI.

51. Les pièces constitutives.

Les pièces entrant dans la composition initiale des dossiers d'accident sont les suivantes :

- compte rendu au commandant de légion accompagné :
 - de l'annexe technique « matériel » dans tous les cas (annexes III à V) ;
 - de l'annexe technique « génie » pour les accidents de tir survenus dans un champ de tir à l'occasion des tirs d'instruction (annexe VII) ;
- rapport du commandant de légion ;
- compte rendu de punition ;
- procès-verbal éventuel.

511. Le compte rendu au commandant de légion.

Etabli par le commandant de compagnie (ou d'escadron) et transmis par le commandant de groupement, il comporte les renseignements énumérés ci-après :

- rappel de la date, du lieu et de la nature de l'accident ;
- description détaillée des circonstances et des effets constatés avec croquis obligatoire en cas d'accident corporel (annexe VI) ;
- relation des mesures de sécurité prises avant l'accident ainsi que des incidents éventuels qui l'ont précédé, en rapport avec lui ;
- estimation des causes ;
- compte rendu des mesures prises ;
- mesures disciplinaires prises.

Il est accompagné d'annexes.

5111. Annexe « matériel ».

Il convient de recenser tous les renseignements susceptibles de révéler les causes de l'accident :

- fuites de gaz ;
- fentes d'étui ;
- perforations d'amorce ;
- ratés ;
- longs feux ;
- difficultés d'introduction ou d'extraction des douilles ;
- coups anormaux ;
- explosion ou éclatement incomplets...

5112. Annexe « génie ».

Obligatoirement établie par le directeur de tir, elle a pour objet de faire ressortir si les caractéristiques techniques ou l'état d'entretien de l'installation où est survenu l'accident peuvent être ou non mis en cause.

Un soin particulier doit être apporté à la relation des conditions d'exécution du tir et des mesures de sécurité observées.

512. Le rapport du commandant de légion.

Ce document apporte éventuellement des précisions aux circonstances détaillées du compte rendu. En outre, le commandant de légion :

- prend position sur les causes estimées ;
- précise les conséquences possibles de tout ordre et fait le point de leur développement ;

- prend position sur les responsabilités disciplinaires encourues ;
- relate les mesures prises à l'échelon légion (techniques, disciplinaires, enquêtes demandées...) ;
- signale les recherches complémentaires en cours à son échelon, susceptibles d'entraîner des compléments au rapport ou la prise de nouvelles mesures.

52. Composition et envoi.

Les dossiers d'accident constitués à l'échelon de la légion sont les suivants :

521. Dossier « A ».

Destiné au commandement, chaque exemplaire du dossier « A » comprend :

- le compte rendu au commandant de légion avec croquis éventuel et son ou ses annexes techniques ;
- le rapport du commandant de légion ;
- la demande ou le compte rendu de punition ;
- le procès-verbal éventuel.

Ce dossier « A » est transmis au commandant de circonscription qui l'adresse à la circonscription militaire de défense (CMD) et à la direction générale de la gendarmerie nationale (SOE/SDLOG).

522. Dossier « B-MATERIEL » (B-MAT).

Constitué dans tous les cas, chaque exemplaire de ce dossier comporte :

- le compte rendu du commandant de compagnie (ou escadron) et son annexe technique « matériel » ;
- le rapport du commandant de légion ;
- le procès-verbal éventuel.

Il est adressé en un exemplaire à la direction générale de la gendarmerie nationale, service des plans et moyens, sous-direction de la logistique, bureau des matériels (DGGN/PM/LOG/MAT) et en quatre exemplaires à l'établissement du matériel livrancier de rattachement qui les transmet après exploitation et complément au directeur du matériel en région militaire de défense (DMRMD).

Si l'armement et les munitions sont soutenus par des établissements différents, il est adressé :

- un exemplaire à l'organisme de soutien de l'armement ;
- trois exemplaires à l'établissement livrancier.

523. Dossier « B-GENIE » (B-GEN).

Constitué dans le seul cas où il s'agit d'un accident de tir survenu dans un stand ou un champ de tir ce dossier comporte :

- le compte rendu du commandant de compagnie (ou escadron) et son annexe technique « génie » ;
- le rapport du commandant de légion ;

- le procès-verbal éventuel.

Il est adressé en un exemplaire à la direction générale de la gendarmerie nationale, service des plans et moyens, sous-direction de la logistique, bureau des affaires immobilières (DGGN/PM/LOG/AI) et en deux exemplaires à l'établissement du génie de rattachement qui le transmet après exploitation et complément au directeur du génie en circonscription militaire de défense (*DGCMD*).

53. Composition et envoi dans les cas spécifiques à la gendarmerie.

Les dossiers d'accident constitués à l'échelon de la légion sont les suivants :

531. Dossier « A ».

Destiné au commandement et constitué dans tous les cas, chaque exemplaire du dossier « A » comprend :

- le compte rendu au commandant de légion avec croquis éventuel et son ou ses annexes techniques ;
- le rapport du commandant de légion ;
- la demande ou le compte rendu de punition ;
- le procès-verbal éventuel.

Ce dossier « A » est transmis au commandant de circonscription qui l'adresse à la direction générale de la gendarmerie nationale (SOE/SDLOG).

532. Dossier « B-MATERIEL » (B-MAT).

Constitué dans tous les cas, chaque exemplaire de ce dossier comporte :

- le compte rendu du commandant de compagnie (ou escadron) et son annexe technique « matériel » ;
- le rapport du commandant de légion ;
- le procès-verbal éventuel.

Il est adressé en un exemplaire à la direction générale de la gendarmerie nationale, service des plans et moyens, sous-direction de la logistique, bureau des matériels (DGGN/PM/LOG/MAT) et en deux exemplaires au centre technique de la gendarmerie nationale, service central des matériels, groupe contrôle technique des munitions (CTGN/SCM/GCTM).

533. Dossier « B-GENIE » (B-GEN).

Constitué dans le seul cas où il s'agit d'un accident de tir survenu dans un stand ou un champ de tir ce dossier comporte :

- le compte rendu du commandant de compagnie (ou escadron) et son annexe technique « génie » ;
- le rapport du commandant de légion ;
- le procès-verbal éventuel.

Il est adressé en un exemplaire à la direction générale de la gendarmerie nationale, service des plans et moyens, sous-direction de la logistique, bureau des affaires immobilières (DGGN/PM/LOG/AI) et en deux exemplaires à l'établissement du génie de rattachement qui le transmet après exploitation et complément au directeur du génie en circonscription militaire de défense (*DGCMD*).

6. PROCÉDURE RELATIVE AUX « INCIDENTS DE TIR ».

61. Généralités.

La procédure relative aux incidents de tir définis au paragraphe 1 de la présente circulaire vise à informer le commandement et les organismes techniques des anomalies de fonctionnement.

62. Documents à établir par le commandant de légion.

Nature.	Délais d'envoi.	Destinataires.	
		Commandement.	Organismes techniques.
C.Mu 1 (1) renseigné.	24 heures.	DGGN/SPM/LOG.	Direction du matériel en <i>RMD</i> (2) et CTGN/SCM/GCTM (3).
(1) Compte rendu de mouvement de munitions du Mu 1.			
(2) Région militaire de défense (<i>uniquement</i> dans le cas d'un matériel commun).			
(3) Centre technique de la gendarmerie nationale, service central des matériels, groupe contrôle technique munitions (dans tous les cas).			

7. TEXTES ABROGÉS.

La circulaire n° 23500/DN/GEND/MAT/DIV du 24 mai 1972 modifiée relative aux procédures à appliquer dans les unités de gendarmerie en cas d'accidents dus aux armes, munitions et explosifs et la note-express n° 27950/DEF/GEND/LOG/MAT/3 du 14 octobre 1985 relative aux procédures à appliquer en cas d'accidents dus aux armes, munitions et explosifs sont abrogées.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général, major général de la gendarmerie,

Pierre JACQUET.

(1) L'établissement des documents prévus par la présente circulaire ne dispense pas de l'envoi des messages et comptes rendus relatifs à la procédure EVENGRAVE [CM n°33000/DEF/GEND/OE/RE du 16 novembre 1992 (n.i. BO)].

(2) L'urgence de certaines missions spécifiques de la gendarmerie peut justifier la poursuite de l'opération en cours. En revanche, les activités ordinaires sont interrompues en cas d'accident.

(3) En quatorze exemplaires (16 si l'accident est survenu en stand ou champ de tir). Un exemplaire supplémentaire au commandant de légion du personnel concerné en cas d'accident hors circonscription d'origine.

ANNEXE I.
TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES À FOURNIR.

Délais.	Origine.	Nature.	Destinataires.	
			Commandement.	Organismes techniques.
Sans délai.	Brigade ou peloton isolé.	Compte rendu verbal.	Commandant compagnie ou escadron.	—
1 heure.	Brigade ou peloton isolé.	Message (cf. ANNEXE II).	Commandant compagnie ou escadron.	—
2 heures.	Compagnie ou escadron.	Message (cf. ANNEXE II).	Commandant de légion (*).	—
3 heures.	Légion.	CR télégraphique (cf. ANNEXE II).	Ministre (intéresse SDBC/K) (a). EM des armées (cabinet) (a). Inspection générale de la gendarmerie nationale. Contrôle général des armées (a). DGGN/SOE et SDLOG. Circonscription militaire de défense (b). Circonscription de gendarmerie du lieu d'affectation des personnels ou matériels concernés par l'événement (le cas échéant).	CTGN/SCM/GCTM. Section technique de l'armée de terre (STAT). Direction centrale du matériel de l'armée de terre (DCMAT). Contrôle technique du matériel de l'armée de terre (CTMAT). Direction du matériel en RMD (DMRDR). Etablissement du matériel de rattachement (c). Direction du génie en CMD (DGCM) (b) (d). Etablissement du génie (b) (d).
36 heures.	Brigade ou peloton isolé.	CR avec annexes techniques et croquis.	Commandant compagnie ou escadron.	
2 jours.	Compagnie ou escadron.	CR avec annexes techniques et croquis.	Commandant de légion.	
4 jours.	Légion.	Dossier A. CR compagnie (ou d'escadron) et ses annexes techniques. Rapport légion. La ou les demandes, ou CR de punitions. Procès-verbal éventuel.	Circonscription de gendarmerie qui transmet à : DGGN (SOE/SDLOG) qui décide de l'intervention éventuelle de la DPSD qui transmet éventuellement à la DAG (e).	
4 jours.	Légion.	Dossier B-MAT. Dossier B-GEN.	DGGN. SDLOG/MAT. SDLOG/AI.	CTGN/SCM/GCTM. Etablissement du matériel livrancier (4 ex.) et du génie de rattachement (2 ex.) qui transmettent:

		<i>CR</i> compagnie (ou d'escadron) et ses annexes techniques. Rapport légion. Procès-verbal éventuel.	— <i>DMRMD</i> pour constitution du dossier technique « matériel » ; — éventuellement, <i>DGCMD</i> pour constituer du dossier technique « génie ».
(*) Copie à titre de compte rendu au commandant de groupement. (a) Accident : — comportant des implications graves sur des personnes ou des biens étrangers aux armées ; — ayant provoqué un décès ou plusieurs blessés graves ; — ayant occasionné des destructions d'armes, de munitions ou d'explosifs en valeur ou en quantités importantes. (b) Du lieu où s'est produit l'accident. (c) Dans le cas où l'armement et les munitions sont soutenus par des établissements différents, chaque établissement est rendu destinataire. (d) Cas où l'accident est survenu au cours d'un tir en stand au champ de tir. (e) Cas de transmission d'un dossier contentieux et/ou judiciaire.			

ANNEXE I BIS.
TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES À FOURNIR.

Délais.	Origine.	Nature.	Destinataires.	
			Commandement.	Organismes techniques.
Sans délai.	Brigade ou peloton isolé.	Compte rendu verbal.	Commandant compagnie ou escadron.	—
1 heure.	Brigade ou peloton isolé.	Message (cf. ANNEXE II).	Commandant compagnie ou escadron.	—
2 heures.	Compagnie ou escadron.	Message (cf. ANNEXE II).	Commandant de légion (*).	—
3 heures.	Légion.	CR télégraphique (cf. ANNEXE II).	Ministre (intéresse SDBC/K) (a). EM des armées (cabinet) (a). Inspection générale de la gendarmerie nationale. Contrôle général des armées (a). DGGN/SOE et SDLOG. Circonscription de gendarmerie du lieu d'affectation des personnels ou matériels concernés par l'événement (le cas échéant).	CTGN/SCM/GCTM. Direction du génie en CMD (DGCMD) (b) (c). Etablissement du génie (b) (c).
36 heures.	Brigade ou peloton isolé.	CR avec annexes techniques et croquis.	Commandant compagnie ou escadron.	
2 jours.	Compagnie ou escadron.	CR avec annexes techniques et croquis.	Commandant de légion.	
4 jours.	Légion.	Dossier A. CR compagnie (ou d'escadron) et ses annexes techniques. Rapport légion. La ou les demandes, ou CR de punitions. Procès-verbal éventuel.	Circonscription de gendarmerie qui transmet à : DGGN (SOE/SDLOG) qui décide de l'intervention éventuelle de la DPSD qui transmet éventuellement à la DAG (d).	
4 jours.	Légion.	Dossier B-MAT. Dossier B-GEN. CR compagnie (ou d'escadron) et ses annexes techniques. Rapport légion. Procès-verbal éventuel.	DGGN. SDLOG/MAT. SDLOG/AI.	CTGN/SCM/GCTM. Eventuellement, établissement du génie de rattachement (2 ex.) qui transmet DGCMD pour constitution du dossier technique « génie ».
(*) Copie à titre de compte rendu au commandant de groupement.				

(a) Accident :

- comportant des implications graves sur des personnes ou des biens étrangers aux armées ;
- ayant provoqué un décès ou plusieurs blessés graves ;
- ayant occasionné des destructions d'armes, de munitions ou d'explosifs en valeur ou en quantités importantes.

(b) Du lieu où s'est produit l'accident.

(c) Cas où l'accident est survenu au cours d'un tir en stand au champ de tir.

(d) Cas de transmission d'un dossier contentieux et/ou judiciaire.

ANNEXE II.
MODÈLE DE COMPTE RENDU TÉLÉGRAPHIQUE.

FM LEGION (*GM* ou *GD*) ECOLE.

TO destinataires (voir ANNEXE I).

BT

Degré de protection.

NMR

OBJ : Accident dû à la manipulation d'une arme (ou munition).

REF : Circulaire n° 19000/DEF/GEND/OE/AP/PM/LOG/MAT du 13 juillet 1994.

TXT

PRIMO : Définition de l'événement unité concernée.

SECUNDO : Date, heure, lieu, natures et circonstances exactes de l'événement.

TERTIO :

- alpha : nom, prénom, date de naissance, grade et qualité (appelé, sous contrat, de carrière...) des auteurs présumés.
- bravo : nom, prénom, date de naissance, grade et qualité des victimes.
- charlie : nature et évaluation des dommages constatés.

QUARTO :

- alpha : mesures prises ou envisagées et enquêtes en cours.
- bravo : conséquences effectives ou possibles (corporelles ou matérielles).
- charlie : réactions internes et externes.

QUINTO : Information donnée aux familles.

SEXTO : Cause probable (en précisant en particulier si l'accident est imputable ou peut être imputable :

- à une défectuosité de la munition de l'arme, de la munition ou de l'explosif ;
- aux caractéristiques techniques du stand ou du champ de tir.

Interdiction d'emploi.

SEPTIMO : Dommages matériels subis par l'armée et (ou) tiers.

OCTAVO : Code annexe de gestion et lotissement de la munition ou de l'explosif utilisé ou incriminé.

NEUVO : Modèle et matricule de l'armement utilisé.

BT

ANNEXE III.

Figure 1. ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

Accident de tir avec arme portative.

Armes.

Calibre :
Modèle :
Numéro :
Des incidents de tir ont-ils déjà eu lieu avec cette même arme ?

Cartouches.

Désignation :
Code annexe de gestion :
Lot (1) :
Etat de conservation :
Énumération des éléments recueillis après l'accident (débris d'étuis, balles, etc.) :
Indiquer l'établissement qui a délivré les munitions :
Cadence de tir et nombre de coups tirés :
En cas d'arrêt accidentel de tir ayant précédé l'accident, la baguette a-t-elle été passée dans le tube pour s'assurer que celui-ci était entièrement libre ?
Opérations d'entretien effectuées sur l'arme avant le tir :
Observations (2) :

Exemple de lotissement.

Les inscriptions complètes portées sur une boîte de cartouches de 7,5 mm sont les suivantes :

15 cartouches de 7,5 mm. Modèle 1929 C.		
Etuil	Laiton.	A - ATE - 71.
Amorces	Modèle 1951.	3 - ATS - 71.
Balles	O modèle 1924 C.	4 - ATE - 71.
Poudre	BPa (9,3) C.	24 - TE - 70.
Charge	2,9 g.	
Lot		33 - ATE - 72.

Les marques à froid portées sur le culot de l'étui (ex. : ATE - 2 - 55 - 7,5) se rapportent à la fabrication de l'étui et doivent être mentionnées lorsque aucune autre indication ne peut être donnée.

Pour les munitions américaines, le lotissement est indiqué sur les emballages sous la forme suivant : Lot FA - n° 3736.

Une fiche d'identification est placée entre le couvercle en bois et la caisse métallique, une fiche est également placée dans les bandoulières.

(1) Un exemple de lotissement de cartouches d'infanterie est indiqué à la suite.

(2) Dans le cas de tir à la mitrailleuse de 12,7 mm, le réglage de la feuillure a-t-il été effectué, avant le tir, dans les conditions réglementaires ?

ANNEXE IV.

Figure 2. ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

Accident de tir avec matériels rayés de calibre 20 mm, mortiers et projectiles autopropulsés.

Matériels.

Type :
Modèle :
Numéro de la bouche à feu :

Munitions.

Désignation :
Code annexe de gestion :
Lotissement :
— du coup complet :
— des éléments constitutifs (1) :
Etablissement qui a délivré les munitions :

Conditions météorologiques.

Température (en degré C) :
Vent, vitesse estimée :
Direction par rapport à la direction de tir (croquis) :
Temps :
Beau avec soleil. Couvert.
Pluie. Brume.

Conditions d'emploi.

Température de la charge (si possible) (2) :
Numéro d'ordre du coup dans la série de coups tirés :
Rapidité du tir : environ coups par minute depuis minutes.
Angle de tir :
Numéro de la charge :
Description du matériel après l'accident :
— effet sur le tube ;
— effet sur le lien élastique ;
— effet sur l'affût.
Couleur de la fumée observée :
Énumération des éléments ou fragments recueillis :
Emplacement où ils ont été recueillis (croquis joint) :
L'introduction ou la mise en place du projectile s'est-elle effectuée normalement ?
Opération d'entretien effectuée :
— avant le tir ;
— pendant le tir.
Existait-il des branches, un talus, etc., dans l'axe de tir et à quelle distance de la pièce ?
Combien de temps le projectile et la charge sont-ils restés dans le tube avant le départ du coup ?
Dans le cas de tir fusant, la fusée a-t-elle été tempée ? Indiquer les éléments de tempage :
Observations :

(1) Dans le cas de munitions livrées en éléments séparés.

(2) En particulier dans le cas de projectiles autopropulsés.

ANNEXE V.

Figure 3. ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

ANNEXE TECHNIQUE « MATERIEL » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DE TIR.

Accident provoqué par les munitions ou explosifs autres que les cartouches pour armes portatives, les munitions pour matériels rayés de calibre 20 mm, les mortiers et les projectiles auto-propulsés.

Munitions.

Désignation :

Code annexe de gestion :

Lotissement des éléments constitutifs (1) :

Armes (type, modèle et numéro) (2).

Etablissement ayant délivré la munition ou les éléments constitutifs :

Observations :

(1) Indiquer le cas échéant le modèle et le type des éléments constitutifs.

(2) Dans le cas d'un accident au tir d'une grenade à fusil.

ANNEXE VI.

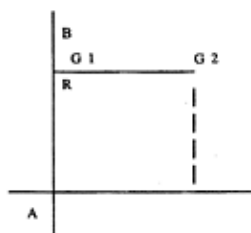
Figure 4. DOSSIER D'ACCIDENT — COMPTE RENDU AU COMMANDANT DE LÉGION AVEC CROQUIS OBLIGATOIRE

CROQUIS N° 1.

(A établir en cas de blessure par balle ou projectile inerte.)

Echelle recommandée : la plus grande possible compte tenu de la distance de tir.
Annexe au PV d'accident de tir survenu le (date), à (lieu)
et corps de troupe).
Echelle : 1 cm = mètres sur le terrain.

Croquis.



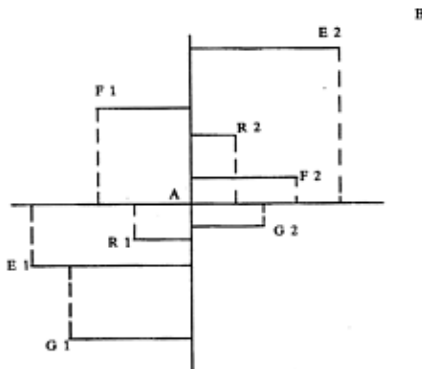
A : Point de départ du projectile.
AB : Axe de tir.
G 1 : Position du blessé (cas général).
G 2 : Position du blessé (cas d'un projectile dévié par ricochet).
R : Point d'origine du ricochet éventuel, dans la mesure où il sera possible d'en préciser la position; mentionner l'existence ou la probabilité d'un ricochet (même au sol et dans l'axe de tir).

CROQUIS N° 2.

(A établir en cas de blessure par projectile explosif ou à la suite d'un éclatement d'arme.)

Echelle recommandée : 1/400 à 1/800.
Annexe au PV d'accident de tir survenu le (date), à (lieu)
et corps de troupe).
Echelle : 1 cm = mètres sur le terrain.

Croquis



A : Point de départ des éclats.
AB : Axe de tir.
E 1, E 2 : Gros éclats du projectile retrouvés.
F 1, F 2 : Gros éclats de l'arme retrouvés.
G 1, G 2 : Position du personnel présent.
R 1, R 2 : Origine des ricochets éventuels ayant blessé le personnel, dans la mesure où il sera possible d'en mentionner la position; de toute façon, mentionner l'existence ou la possibilité d'un ricochet même au sol.

ANNEXE VII.
ANNEXE TECHNIQUE « GÉNIE » AU COMPTE RENDU DU DIRECTEUR DU TIR.

1. Désignation du champ de tir, stand de tir ou polygone d'explosions.
2. Référence régime champ de tir (numéro et date de la note de service d'application).
3. Nature du tir ou de l'exercice effectué (tir au poser, instinctif,...).
4. Armes, munitions ou explosifs utilisés.
5. Conditions de tir ⁽¹⁾ :
 - nombre et emplacement des tireurs ou des servants ;
 - pas de tir ou position de pièces utilisés ;
 - emplacement des cibles ou des objectifs, nature ;
 - ligne de tir ou secteur de tir ;
 - éléments de tir d'artillerie, gabarits utilisés éventuellement.
6. Mesures de sécurité prises pour le tir ou l'exercice.
7. Conditions atmosphériques au moment de l'accident.
8. Circonstances de l'accident. Nature. Effets sur le personnel, le matériel ou l'infrastructure.
9. Causes présumées.

(1) Ces conditions sont précisées par des plans ou croquis.

ANNEXE VIII.

Figure 5. COUVERTURE DE LA CHEMISE POUR DOSSIER A.

Chemise cartonnée de couleur rouge.

ANNEXE VIII.

COUVERTURE DE LA CHEMISE POUR DOSSIER A.

Accident dû à (1) :

- une arme ;
- une munition ;
- un explosif ou artifice.

Identification.

Date :
Corps :
Lieu de l'accident :

Dossier A.

COMPOSITION :

Compte rendu du directeur de l'exercice ou du commandant d'unité avec annexe technique :

- (1) { « matériel » ;
« génie ».

Rapport du chef de corps.

(2) Compte(s) rendu(s) de punition.

(3)

Destinataires :

Commandant de circonscription de gendarmerie, exemplaires du dossier destinés à (4)

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Nombre.

(3) Autres pièces éventuellement jointes par les échelons hiérarchiques successifs (avis ou décisions, dossier disciplinaire, PV de gendarmerie ou de sécurité militaire,...).

(4) Renseignements commandement organique sur la diffusion.

ANNEXE IX.

Figure 6. COUVERTURE DE LA CHEMISE POUR DOSSIER B.

Chemise cartonnée de couleur bleu marine.

ANNEXE IX.

COUVERTURE DE LA CHEMISE POUR DOSSIER B.

Accident dû à (1) :

- une arme;
- une munition;
- un explosif ou artifice.

Identification.

Date :

Corps :

Lieu de l'accident :

Dossier B.

COMPOSITION :

Compte rendu du directeur de l'exercice ou du commandant d'unité avec annexe technique :

- (1) { « matériel » ;
« génie ».

Rapport du chef de corps.

Destinataires :

Etablissements de rattachement du matériel (4 exemplaires).

Armement (2).

Munitions (2).

CTGN/SCM/CGTM (2).

Direction de l'établissement du génie (2) (2 exemplaires).

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Désignation de l'établissement.

Chemise cartonnée de couleur bleu marine.

ANNEXE IX *bis*.

COUVERTURE DE LA CHEMISE POUR DOSSIER B.

Accident dû à (1) :
— une arme ;
— une munition ;
— un explosif ou artifice.

Identification. Date : Corps : Lieu de l'accident :
--

Dossier B.

COMPOSITION :

Compte rendu du directeur de l'exercice ou du commandant d'unité avec annexe technique :

(1) { « matériel » ;
« génie ».

Rapport du chef de corps.

Destinataires :

DGGN/SPM/SD/LOG/B/MAT.

CTGN/SCM/GCTM (2).

Direction de l'établissement du génie (2) (2 exemplaires).

(1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Désignation de l'établissement.

ANNEXE X.

Figure 7. VERSO DES COUVERTURES DE CHEMISE POUR TOUS DOSSIERS. Transmissions successives du dossier.

VERSO DES COUVERTURES DE CHEMISE POUR TOUS DOSSIERS.
Transmissions successives du dossier.

Autorité origine.	Transmis le :	A :	Sous numéro.	Cachet. Signature.

ANNEXE XI.
**EXTRAITS DE L' INSTRUCTION 5355 /DEF/EMAT/BOI/INS/61 DU 27 OCTOBRE 1992
RELATIVE AUX PROCÉDURES À APPLIQUER EN CAS D'ACCIDENTS DUS AUX ARMES,
MUNITIONS ET EXPLOSIFS (BOC, P. 4079).**

CHAPITRE III.
RÔLE ET ATTRIBUTION DES DIFFÉRENTES AUTORITÉS.

Article 12.
Le directeur de tir ou de l'exercice. (1)

Il prend sur place et impérativement, outre les mesures éventuelles de secours aux blessés, les dispositions d'ordre technique ci-après.

Il avertit sans délai l'organisme de soutien munitions.

Il laisse chaque fois que possible les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'accident et en fait assurer la surveillance sinon :

Vis-à-vis de l'arme il :

- laisse l'arme dans l'état où elle se trouve après l'accident sans la faire ni démonter, ni nettoyer ;
- fait rechercher et récupérer les pièces de l'arme qui auraient pu être éventuellement projetées du fait de l'accident ;
- avec une arme portative, veille à ce que l'étui qui peut se trouver dans la chambre ne soit pas éjecté ;
- si cet étui a été éjecté, le fait récupérer.

Vis-à-vis des munitions ou explosifs il :

- fait récupérer par l'organisme de soutien les débris de munitions ou d'explosifs ;
- fait identifier le lot en cause ;
- bloque les munitions de ce lot, les rassemble, les isole ;
- fait rapporter le tout au dépôt de munitions (y compris les débris récupérés).

Il rassemble sur le terrain même les renseignements nécessaires à l'établissement du compte rendu et de son ou de ses annex(s) technique(s), dont il entreprend la rédaction sans tarder.

S'il en a la possibilité il complète les annexes techniques par des photographies ou un film vidéo.

(1) Ou le commandant d'unité.